



CORONAVIRUS : Impact de la crise sur les entreprises du transport routier de marchandises

Quatrième enquête FNTR, pour la période du 8 au 15 juin

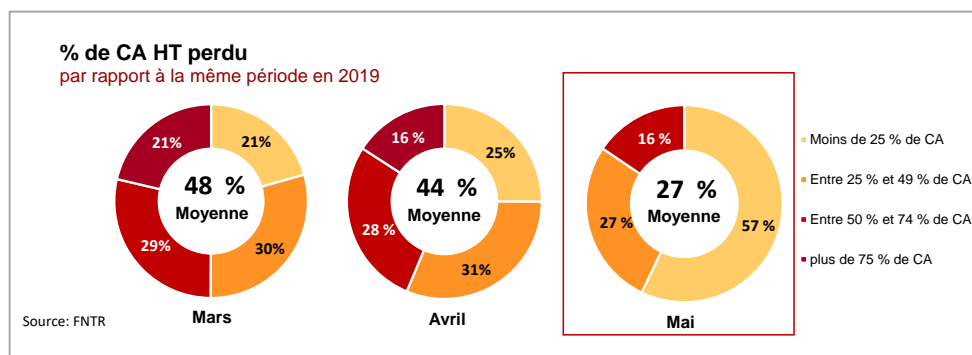
Dans le cadre de la crise sanitaire liée au Coronavirus, la FNTR a lancé une série d'enquêtes concernant l'impact économique de cette dernière sur les entreprises du transport routier de marchandises. La Fédération publie donc ce jour la quatrième enquête réalisée entre le 8 et 15 juin 2020. Ce dernier questionnaire a obtenu 1025 réponses.

En résumé, les entreprises du TRM observent une amélioration significative de leur activité par rapport aux mois de confinement. Cependant, le niveau d'activité retrouvé reste en deçà de celui datant d'avant la crise sanitaire. L'ouverture des bars et restaurants dans les régions vertes n'a pas eu d'effet sur l'activité TRM. En moyenne, durant ces trois mois les entreprises ont perdu - 40 % de chiffre d'affaires (48 % en mars, 44 % en avril et 27 % en mai).

Cette reprise n'a, par ailleurs, aucun effet positif en matière de marge, puisque la crise pose des problématiques spécifiques, notamment en termes de surcoûts, avec une évolution des prix plutôt à la baisse. En effet, entre la hausse de kilomètres à vide, les flux perturbés, la baisse des prix, les difficultés de chargement, l'indexation négative du gazole et les coûts directs et indirects liés au COVID-19, les transporteurs craignent une fragilisation durable du secteur.

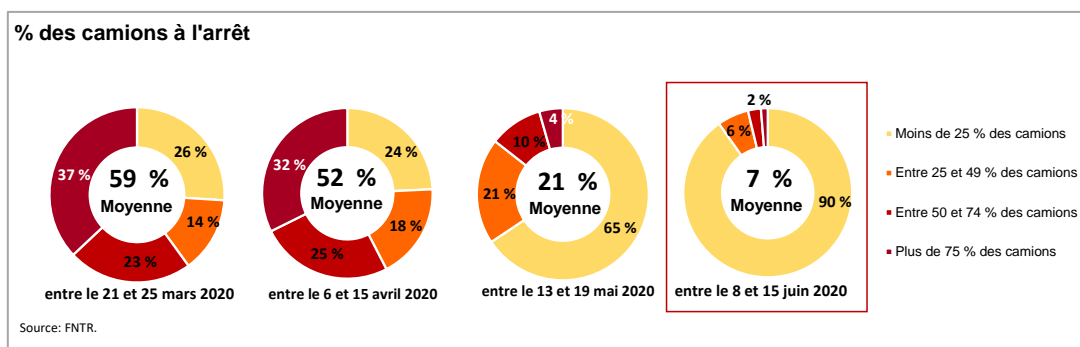
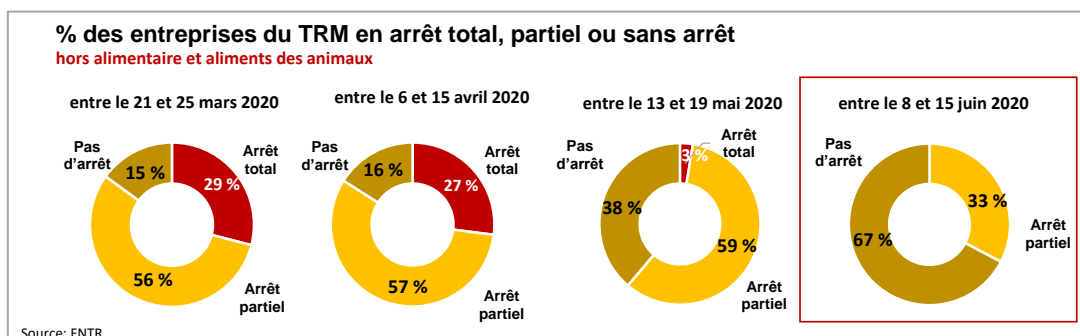
Au mois de mai : les entreprises estiment encore perdre plus d'un quart de CA

En mai, les entreprises du TRM observent une amélioration significative de leur activité par rapport aux deux mois précédents, cependant l'activité n'a pas trouvé son niveau d'avant la crise sanitaire. L'ouverture des bars et restaurants dans les régions vertes n'a pas relancé l'activité du TRM. Les chefs d'entreprises estiment avoir perdu plus d'un quart (- 27 %) du chiffre d'affaires en mai, contre - 48 % en mars et - 44 % en avril.

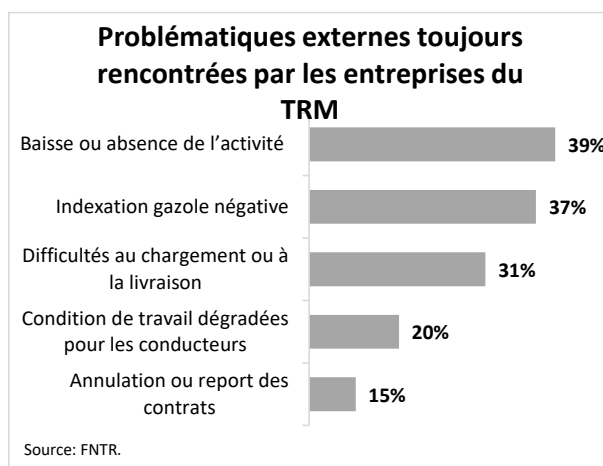


En moyenne, pendant ces trois mois les entreprises ont perdu - 40 % de chiffre d'affaires.

Bien qu'il n'y ait presque plus d'entreprises à l'arrêt total, 33 % des entreprises demeurent à l'arrêt partiel, contre 59 % le mois dernier. En moyenne, 7 % des camions se trouvent toujours à l'arrêt.

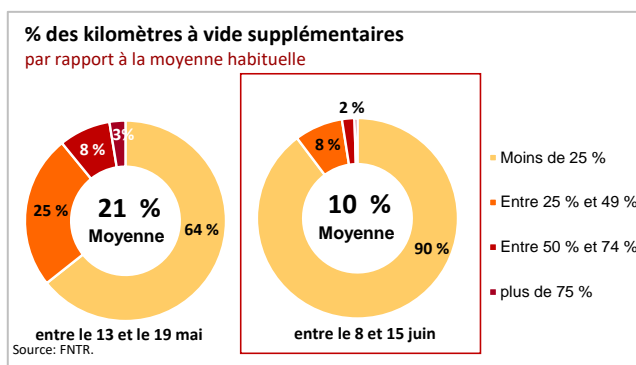


Cette reprise de l'activité économique des entreprises du transport routier de marchandises ne se reflète malheureusement pas directement dans les marges des entreprises car les problématiques générées par la crise sanitaire demeurent nombreuses. En raison de la hausse des kilomètres à vide, des flux perturbés, de la baisse des prix de transport, des délais de chargement, de l'indexation négative du gazole et des coûts directs et indirects liés au COVID-19, les transporteurs craignent une fragilisation durable du secteur.

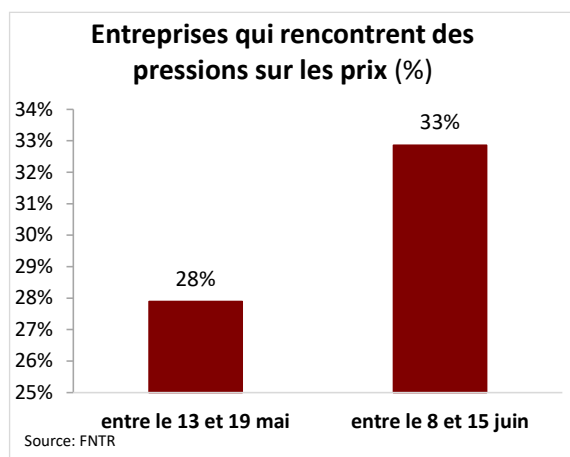


Les déséquilibres persistent dans le TRM

Les déséquilibres dans le secteur du transport routier de marchandises persistent. Les chefs d'entreprises estiment qu'ils réalisent encore en moyenne 10 % de kilomètres à vide supplémentaires. Cette situation est très coûteuse sur le plan économique et aussi environnemental, car chaque kilomètre à vide supplémentaire diminue fortement les marges des entreprises. Pour rappel, le pourcentage des kilomètres à vide réalisés était en baisse continue depuis plus de 5 ans.



De plus, un tiers des chefs d'entreprises (33%) constatent une baisse des prix du transport routier de marchandises, contre 28 % en mai. Cela s'explique notamment par la surcapacité en matière d'offre que connaît le secteur. Plus globalement, de nombreuses entreprises de transport signalent des pressions tarifaires à la baisse de la part de leurs clients. Des demandes qui se situent en général autour de 5 % mais qui, dans certains cas, s'élèvent à plus de 15 %, voire 20 %.



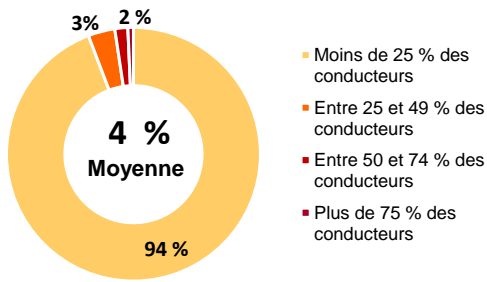
Des chefs d'entreprises témoignent également d'autres problématiques liées à la crise sanitaire : indexation négative du gazole (37 %), difficultés au chargement ou à la livraison (31 %), conditions de travail dégradées pour les conducteurs (20 %) et annulation ou report des contrats (15 %).

La moitié des chefs d'entreprises anticipent une stabilité sur l'emploi

Concernant l'emploi, 4 % des conducteurs se trouvent encore en activité partielle, une diminution importante par rapport au mois précédent (15 %). Mais, il y a encore 2 % des entreprises qui affichent plus de 75 % de leurs conducteurs en chômage partiel.

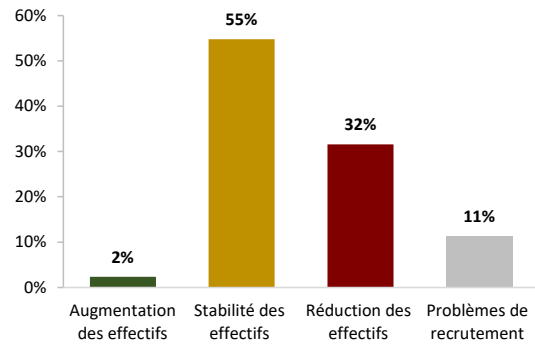
Pour l'avenir, 55 % des chefs d'entreprises considèrent que leurs effectifs seront stables au cours des trois prochains mois. 32% anticipent une réduction de leurs effectifs et seulement 2%, une progression. Les chefs d'entreprise sont plus inquiets sur les questions du remplacement et recrutement des salariés, 11% des chefs d'entreprises (contre 7% en mai) expriment cependant une inquiétude à court terme en ce qui concerne leurs effectifs. Il est, en effet, nécessaire de pallier l'absence de certains salariés (maladie, garde d'enfants) mais également de recruter afin de remplacer les départs, en fin de carrière ou pour d'autres motifs.

% de conducteurs encore en activité partiel



Source: FNTR - l'enquête a été lancée entre le 8 et 15 juin 2020.

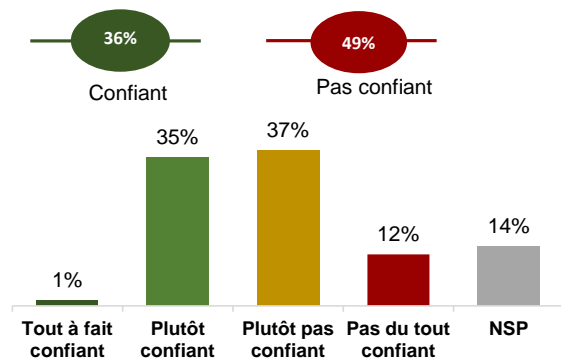
Impact sur l'emploi dans le TRM au cours des 3 prochains mois



Source: FNTR - l'enquête a été lancée entre le 8 et 15 juin.

Les transporteurs restent inquiets avec seulement 36 % d'entrepreneurs confiants, contre 33 % en mai. A noter, une incertitude en hausse sur l'avenir avec 14 % des entrepreneurs incertains contre 11% en mai.

Confiance des chefs d'entreprises sur l'avenir



Source: FNTR - l'enquête a été lancée entre le 8 et le 15 juin 2020.

L'impact de la crise est très hétérogène en fonction du type de marchandise transportée. Ces différences très marquées soulignent la forte dépendance du secteur à l'activité des secteurs clients. Le transport lié au secteur de l'automobile continue à être celui qui est le plus impacté avec 76 % des entreprises encore en arrêt partiel, suivi par le transport des matières dangereuses et le transport lié à l'industrie.

Pour certains secteurs d'activité, nous ne disposons pas de données suffisantes pour assurer la représentativité des informations par secteur d'activité.

Entreprises à l'arrêt partiel de leur activité par marchandise transportée (%)

	arrêt partiel	pas d'arrêt
Secteur de l'automobile*	76%	24%
Matières dangereuses	70%	30%
Industrie, métallurgie, sidérurgie	48%	52%
Location avec conducteur	47%	53%
conteneur - internationale (maritime et aérien)	41%	59%
Messageries, poste, transport urgent ou express	36%	64%
Secteur de la construction - travaux publics et bâtiment	35%	65%
Fret (complet et multipot)	33%	67%
Livraison des meubles et menuiseries	33%	67%
Transports exceptionnels**	32%	68%
Marchandises générales, diverses	30%	70%
Bennes (hors TP)	26%	74%
Pulvérulents (citernes)	25%	75%
Déchets et recyclage	22%	78%
Bois, exploitation forestière	18%	82%
Température dirigée	14%	86%
Produits alimentaires, agro alimentaires et aliments des animaux	14%	86%
Animaux vivants	13%	88%
Déménagement	0%	100%
Logistique et emballage	0%	100%
Autre***	67%	33%
Total	33%	67%

*Transport de véhicules, véhicules de loisirs, port voitures et pièce automobiles

**Guidage convoi, convois exceptionnel, plateaux, porte engin

***Commisaires, oeuvres d'art événementiels, transport de verre, stockage, entreposage, aménagement de la maison et bricolage, dépannage, nettoyage, exploitation de terril, installation matériel électrique, combustible, industrie de confection.

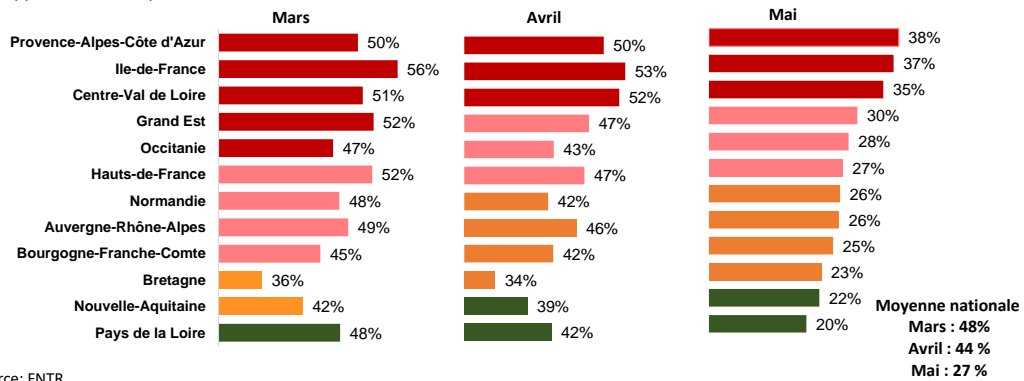
Focus par région

Au niveau régional, la situation est très hétérogène avec des pertes de chiffre d'affaires pouvant aller du simple au double (de 20% à 40% de perte). Les chefs d'entreprises de Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'Ile-de-France, et du Centre-Val-de-Loire constatent la plus forte baisse de leur CA en mai, respectivement de 38 %, 37 % et 35 %. En revanche, les transporteurs des Pays de la Loire, de la Nouvelle-Aquitaine et de la Bretagne constatent une baisse de leur CA, mais dans des proportions moindres que dans les régions précédemment citées.

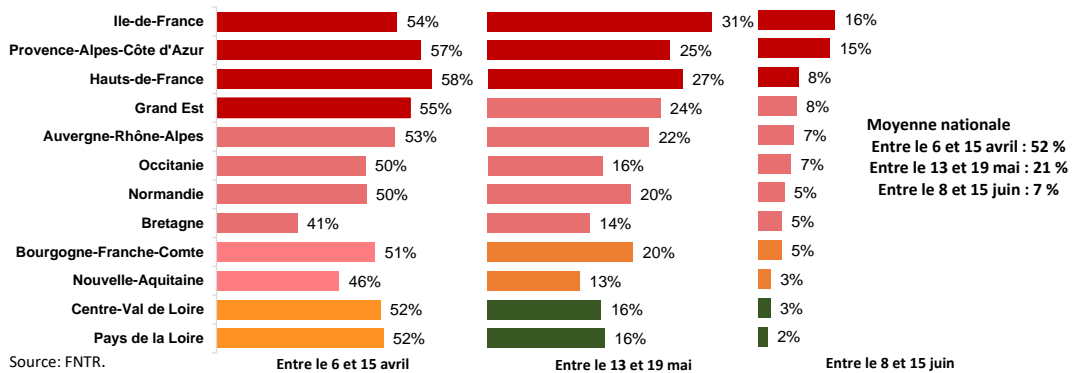
Le pourcentage des camions encore à l'arrêt en Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur est beaucoup plus important que la moyenne nationale.

A noter que pour le Centre-Val-de-Loire, en raison d'un faible nombre de réponses des entreprises, apparaît une décorrélation entre les données sur le pourcentage de camions à l'arrêt, la baisse du chiffre d'affaires et l'activité partielle.

% des CA HT perdu pendant la crise sanitaire,
par rapport à la même période en 2019



% des camions à l'arrêt à cause de la crise sanitaire



% des conducteurs qui se trouvent encore en chômage partiel

